

A. COMPTES CONSOLIDES MECELEC 31.12.2006

1. BILAN CONSOLIDE (en milliers d'Euros)

ACTIF	31.12.06	31.12.05	PASSIF	31.12.06	31.12.05
Actifs non courants			Capitaux propres (part du Groupe)		
Immobilisations incorporelles	1 866	717	Capital émis	3 038	3 038
Immobilisations corporelles	4 499	4 551	Autres réserves	2 468	3 211
Autres actifs financiers	172	111	Résultats consolidés non distribués	968	- 935
Actifs disponibles à la vente				6 474	5 314
Total actifs non courants	6 537	5 379	Intérêts minoritaires	4	5
			Total capitaux propres	6 478	5 319
Actifs courants			Passifs non courants		
Stock et en-cours	6 045	4 979	Emprunts portant intérêts	917	782
Clients et comptes rattachés	12 572	13 404	impôt différé		
Autres créances et comptes de régularisations	7 308	6 033	Provisions LT	1 187	1 023
			Total passifs non courants	2 104	1 805
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 046	1 344	Fournisseurs & autres créditeurs	13 682	11 834
			Emprunts à court terme	11 500	11 394
			Partie à CT des emprunts portant intérêt	417	360
			Provisions à CT	318	427
			Impôt exigible	9	
Total actifs courants	27 971	25 760	Total passifs courants	25 926	24 015
TOTAL DES ACTIFS	34 508	31 139	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	34 508	31 139

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en milliers d'Euros)

Rubriques	31.12.06	31.12.05
Chiffres d'affaires	48 999	46 060
Autres produits de l'activité	1 050	512
Achats consommés	- 27 089	- 24 878
Charges de personnel	- 11 258	- 10 850
Charges externes	- 9 153	- 8 252
Impôts et taxes	- 1 091	- 1 017
Dotations aux amortissements	- 1 091	- 1 128
Dotations aux provisions	- 73	- 106
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	677	- 1 122
Autres produits et charges d'exploitation	- 15	- 28
Résultat opérationnel courant	957	- 809
Autres produits et charges opérationnels	99	204
Résultat opérationnel	1 056	- 605
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	151	94
Coût de l'endettement financier brut	- 477	- 404
Coût de l'endettement financier net	- 326	- 311
Charge d'impôt	238	- 19
Résultat net	968	- 935
Part du Groupe	968	- 935
Intérêts minoritaires		
Résultat de base par action en euros	0.99	- 0.97
Résultat dilué par actions en euros	Voir note 5-20 0.96	- 0.92

3. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'Euros)

	31.12.06	1.12.05
Flux de trésorerie liés à l'activité		
- Résultat net des sociétés intégrées	968	- 935
- Intérêts Minoritaires	0	5
- Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Dotations et reprises/amortissements et provisions	1 267	- 369
- Plus values de cession, nettes d'impôt	- 154	- 77
- Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 081	- 1 375
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 635	1 606
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 716	231
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Investissements	- 2 407	- 2 314
- Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	313	86
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 2 094	- 2 228
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Levée stock options	93	
Ecart de conversion	9	
- Emissions d'emprunts	613	1 023
- Remboursement d'emprunts	- 422	- 1 039
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	293	- 16
Variation de trésorerie	3 915	- 2 012

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (en milliers d'Euros)

	Capital	Réserves et R.A.N	Résultat	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2004	3 038	1 889	- 50	4 877
- Affectation du résultat		- 50	50	0
- Opérations sur titres auto détenus		29		29
- Modification de durée des amortissements		1 343		1 343
Au 31 décembre 2005 (hors résultat)	3 038	3 211		6 249
Au 31 décembre 2005	3 038	3 211	- 935	5 314
- Affectation du résultat		- 935	935	0
- Opérations sur titres auto détenus		182		182
- Ecart de conversion		10		10
Au 31 décembre 2006 (hors résultat)	3 038	2 468		5 506
Au 31 décembre 2006	3 038	2 468	968	6 474

5. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

5.1 Modalités d'élaboration

Ces états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 avril 2006. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables depuis le 1^{er} janvier 2005. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS et leurs interprétations (SIC et IFRIC).

5.2 Principes comptables

5.2.1- Base de préparation.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations et jugements comptables déterminants. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables des sociétés du groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement et celles pour lesquels les estimations sont significatives en regard des états financiers consolidés sont exposés en *Note 5.4*.

5.2.2- Méthodes de consolidation.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de MECELEC et de ses filiales préparés au 31 décembre 2006.

Les sociétés dans lesquelles MECELEC détient directement ou indirectement le contrôle de manière exclusive sont consolidées par intégration globale.

Toutes les créances, dettes, produits et charges significatifs intra groupe sont éliminés en consolidation.

Le périmètre de consolidation est présenté ci-dessous :

Désignation	Nationalité	SIREN	Pourcentage d'intérêts	
			31.12.2006	31.12.2005
Mecelec Société consolidante	Française	336 420 187		
Mecelec Plastiques Composites	Française	450 211 115	100.00	100.00
Mecelec Telecoms Ile de France	Française	489 316 661	100.00	
Caydetel	Espagnole	A 48 537 492	100.00	100.00
Mecelec Plastic Compozit	Roumaine	J/12/2422/2005	95.00	95.00

La société Mecelec Plastiques Composites a constitué une filiale en Roumanie sur le dernier trimestre 2005. Cette filiale roumaine fonctionne en régime permanent depuis début 2006.

La société Mecelec a constitué une filiale Mecelec Telecoms Ile de France pour l'exploitation de la Délégation de Service Public attribuée par le SIPPAREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication) le 30 mars 2006.

Méthode de conversion : Capital au cours historique
Postes du bilan au cours de clôture,
Compte de résultat au cours moyen

5.2.3- Information sectorielle.

L'information sectorielle est organisée par pôle d'activité. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe. Le groupe est géré en deux pôles principaux :

- o Pôle réseaux : regroupe les fabrications des enveloppes propres aux réseaux eau, gaz, électricité, télécom.
- o Pôle plasturgie.
- o Pôle télécommunications (en cours de démarrage)

5.2.4- Conversion des opérations en devises.

Au cours de 2006, les seules opérations en devises ont été réalisées avec la filiale roumaine de Mecelec Plastiques Composites.

5.2.5- Immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de:

- fonds de commerce acquis
- logiciels.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue.

5.2.6- Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche ne sont pas immobilisables.

Les coûts de développement sont immobilisables en immobilisations incorporelles, lorsque les conditions liées à la faisabilité technique, au potentiel commercial, à la capacité à évaluer de façon fiable les frais attribuables et à générer des avantages économiques futurs sont remplies.

Les coûts de développement sont revus annuellement afin de déterminer si les critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle sont remplis.

5.2.7- Immobilisations corporelles.

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Construction « en dur »	40 ans	Centrales hydrauliques, ponts roulants	8 ans
Toitures.....	25 ans	Presses injection	10 ans
Constructions légères et spécifiques	30 ans	Presses compression < 1 000T	15 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	Presses compression > 1 000T	25 ans
Installations, agencements industriels et stockage ...	8 ans	Matériel de bureau et informatique	5 ans
Autres installations générales	5 ans	Mobilier de bureau	8 ans
Moules et outillages suivant durée de vie produit 1 à 5 ans		Matériel de transport.....	5 ans
Machines, matériels,	5 ans	Logiciels	1 à 3 ans
Cabines, chaînes de peinture.....	6 ans 2/3		

5.2.8- Autres actifs financiers.

Les actifs financiers comprennent les titres immobilisés, les prêts, les dépôts et cautionnements versés au titre des contrats de location simple. Ces montants ne sont pas significatifs. Ils figurent au bilan pour leur valeur nominale sous déduction des dépréciations estimées, déterminées en fonction de la valeur d'utilité.

5.2.9- Stocks.

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Les coûts d'achat des stocks sont déterminés pour les fournitures, au prix d'achat moyen pondéré et, pour les encours et les produits finis, au coût de production. Ce dernier comprend la matière, la main-d'œuvre directe selon la nomenclature interne et une quote-part de frais indirects liés à la production. Un niveau normal d'activité est pris en considération.

Une dépréciation des stocks est le cas échéant constituée après analyse des critères ci-après : péremption de la matière première, rotation lente, mévente, obsolescence des composants et prix de revient excessifs. Toutes les références font l'objet d'un calcul de rotation.

5.2.10- Clients et comptes rattachés.

Ce poste comprend les créances clients et les factures à établir.

Les créances clients dont les échéances sont généralement comprises entre 45 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

5.2.11- Trésorerie et équivalents de trésorerie.

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les valeurs mobilières de placement très liquides, et les découverts bancaires. Les découverts bancaires et les avances de trésorerie du Factor figurent au passif courant du bilan, dans les emprunts à court terme.

Les actions propres détenues viennent en déduction des capitaux propres consolidés.

5.2.12- Avantages au personnel.

Les Assemblées Générales Extraordinaires du 2 décembre 1999 et du 14 juin 2005 ont autorisé le Conseil d'Administration à attribuer, au bénéfice de certains salariés du groupe, des options ouvrant droit à l'achat d'actions.

L'attribution de ces actions est subordonnée à la présence dans l'entreprise des bénéficiaires à la date de levée de l'option, la charge correspondant au rabais consenti (prix de revient – prix d'attribution de l'option) a été étalée sur la durée du plan conformément au principe de comptabilisation de la norme IFRS 2.

Par ailleurs, une provision pour cotisations sociales assises sur la fraction du rabais excédant 5% du prix de revient de l'action a été constituée au prorata de la durée du plan.

5.2.13- Provisions.

Elles comprennent pour l'essentiel :

- Les avantages au personnel à long terme : aucun accord particulier dérogeant aux Conventions Collectives de la Métallurgie et de la Plasturgie n'a été signé.
Le montant des engagements de retraite calculés suivant la méthode rétrospective (dite unités de crédit projetées) est inscrit au passif du bilan. L'engagement a été calculé sur la base des dispositions de la convention collective avec comme principales hypothèses retenues: départ à la retraite de 60 à 63 ans suivant catégories de personnel, taux d'actualisation 4.50% et un taux de rotation faible.-
- Les litiges et contentieux : ils concernent un litige fournisseur et un litige prud'homal.

Pour ces litiges le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse.

5.2.14- Contrats de location.

- Location-financement : les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ses biens.
- Location simple : les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat location-financement sont enregistrés comme des contrats de location simples et seuls les loyers sont enregistrés en résultat, de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

5.2.15- Reconnaissance des produits.

- Produits des activités ordinaires - Ils se décomposent en deux sous-ensembles : le chiffre d'affaires et les autres produits des activités ordinaires (production immobilisée et autres produits d'activité généralement non significatifs).
Le chiffre d'affaires représente le montant cumulé des ventes de biens et des prestations de services.
- Vente de biens : le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur, soit dans la quasi-totalité des cas à la livraison.

5.2.16- Résultat opérationnel.

- Résultat opérationnel courant : le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme premier indicateur de performance ; celui-ci provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise.
- Autres produits et charges opérationnels (non courants) : il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de montant significatif, que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

5.3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du groupe au meilleur coût :

- Risque de change : le groupe n'est pas exposé au risque de change compte tenu du faible niveau de transactions commerciales en devises étrangères.
- Risque de crédit : compte tenu de la solvabilité financière de ses principaux clients, le groupe est faiblement exposé au risques clients.
- Risque de liquidité : la gestion du risque est assurée par l'intermédiaire d'un Factor.
- Risque de taux : l'exposition de la société au risque de taux est présenté au § 5.14 : Emprunts

5.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES

L'élaboration des comptes consolidés en normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats pourraient s'avérer différents de ces estimations.

La direction a retenu le principe de la comptabilisation de l'impôt différé actif pour la première fois, correspondant à l'imputation partielle des reports déficitaires antérieurs sur les bénéfices futurs sur un horizon limité à trois ans.

5.5 INFORMATION SECTORIELLE

	MECELEC	M.P.C	MT IdF	CAYDETEL	MPC Ro.
Immobilisations Corporelles					
Montant brut au 31.12.05	30 878	337		1.908	324
Investissements 2006	1 033	75	3	25	21
Sorties d'actif 2006	658			119	134
Montant Brut au 31.12.06	31 253	412	3	1 814	211
Amortissements au 31.12.06	27 578	185		1 417	15
Montant Net au 31.12.06	3 675	227	3	397	196
Contribution au C.A.					
- Réseaux	32 500		52	3 401	294
- Plasturgie	2 817	9 932			
Résultat opérationnel courant	945	88	- 25	101	- 52

Effectif moyen :	Personnel salarié				
Cadres	29	6		3	1
Agents de Maîtrise et Techniciens	26	4		3	1
Employés	4			6	
Ouvriers	160	17		24	6
	Personnel mis à la disposition de l'entreprise				
Cadres					
Agents de Maîtrise et Techniciens					
Employés					
Ouvriers	30	6			

5.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Au 01.01.06	Acquisitions	Cessions	Au 31.12.06
Frais développement	756	1 278		2 034
Autres immobilisations incorporelles.	865	19	82	802
Total	1 621	1 297	82	2 836

Amortissements	904	147	82	969
----------------	-----	-----	----	-----

Les frais de développement de l'exercice 2006 correspondent principalement à la mise au point des procédés CPL et CIBE. Ces frais seront amortis au démarrage de production prévus pour le CIBE au dernier trimestre 2006.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent aux investissements en Roumanie, nécessaires pour :

- développer une activité de plasturgiste au profit de nos clients délocalisés en Europe Centrale ;
- démarrer à plus long terme une activité d'équipementier de réseau pour les besoins propres de la Roumanie et des pays voisins.

Ces derniers frais sont amortis sur 5 ans.

5.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 01.01.06	Acquisitions	Cessions	Au 31.12.06
Terrains	250		43	207
Constructions	5 648	29	422	5 255
Matériels industriels	26 184	771	300	26 655
Autres immobilisations corporelles	1 365	223	12	1 576
Total	33 447	1 023	777	33 693

Amortissements	28 896	943	644	29 195
----------------	--------	-----	-----	--------

5.8 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Au 01.01.06	Acquisitions	Cessions	Au 31.12.06
Autres titres	13			13
Prêts	17	6	9	14
Autres immobilisations financières	81	80	16	145
Total	111	86	25	172

5.9 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIEES

Cette information est fournie au § 5.24.

5.10 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Clients et comptes rattachés (montant net à moins d'un an) :

	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Clients et comptes rattachés	12 874	13 720
Dépréciation	- 302	- 316
MONTANT NET	12 572	13 404

Tous les dossiers faisant l'objet d'une action contentieuse donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Autres créances – ventilation par échéances (par année) :

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs, avances, acomptes	269	269	
Personnel et autres organismes sociaux	22	22	
Etat, autres collectivités :			
- Taxe sur la valeur ajoutée	601	601	
Créances sur cession d'actif	285	285	
Débiteurs divers :	6 131	6 101	30
- dont retenue garantie Factor : 772			
- dont disponible Factor : 4 981			

5.11 STOCKS

	Au 31.12.06	Au 31.12.05
Matières Premières	3 125	2 686
En cours de production	1 042	546
Produits intermédiaires et finis	2 020	1 855
Dépréciation	- 142	- 108
MONTANT NET	6 045	4 979

5.12 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Variation de trésorerie	Trésorerie nette	Réserves Factor	Dettes Factor	31.12.06	31.12.05
Ouverture	545	2 434	- 10 594	- 7 615	- 5 603
Clôture	1 450	5 753	- 10 903	- 3 700	- 7 615
				3 915	- 2 012

Les valeurs mobilières de placement sont constituées par :

- Sicav monétaires pour un montant de 470 K€, au cours de clôture unitaire de 24.02 €.

5.13 CAPITAL

Catégorie de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 012 700			3

Art. 30 des statuts : – A compter du dix sept juin mil neuf cent quatre vingt dix huit, un droit de vote double est attribué dans toutes les assemblées à toutes les actions nominatives entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans. Ce droit de vote double est réservé aux actionnaires de nationalité française et aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, en application des dispositions de l'article L. 225-123 du Code de commerce.

OPTIONS SUR ACTIONS

- Article 217-2 de la loi sur les Sociétés Commerciales -

Il est précisé qu'en application des dispositions de l'article 217-2 de la loi sur les sociétés commerciales, la société a procédé en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 décembre 1999, au rachat de ses propres actions en vue de l'attribution d'options d'achat aux salariés, dans les conditions suivantes :

	Au 31.12.05	Acquisitions 06	Cessions 06	Au 31.12.06
Actions détenues	44 617	0	14 500	30 117
Valeur	360 822	0	117 255	243 567

La valeur nette comptable de ces titres a été portée en réduction des capitaux propres.
Les cessions correspondent aux options levées au cours de l'année.

5.14 EMPRUNTS

	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Emprunts à long et moyen terme	1 333	1 089
- dont crédit bail	611	503
Participation des salariés	0	53
Financement à court terme :		
- Factor	10 903	10 594
- Autres utilisations à court terme	597	800
Total	12 833	12 535

L'échéancier du remboursement s'analyse comme suit, au 31.12.06	Participations	Emprunts	Dont garantis par sûretés réelles
1 an – Les emprunts sont indexés sur Euribor 3 mois	0	417	124
2 ans		412	128
3 ans		288	121
4 ans		151	90
5 ans		65	65
Total		1 333	528

Les sûretés réelles sont exclusivement constituées par des nantissements de matériel et fonds de commerce et dépôt de garantie.

5.15 IMPOTS SUR LES BENEFICES

Impôt dû :

L'impôt de l'année soit – 238 K€ se décompose comme suit :

Société	Bénéfice imposable	Consommation RD	Base imposable	Impôt Sociétés
Mecelec	1 920	1 920	0	0
MPC Vonges	94	12	82	27
MPC Roumanie	5			1
Total impôt dû				28

Impôt différé :

La société bénéficie de reports déficitaires et de bases d'impôts différés significatifs au 31.12.2006 :

	K€
Reports déficitaires	5 214
Provisions non déductibles	631
Indemnités Fin de Carrière	1 187
Divers	760

La prise en compte d'impôt différé actif a été limitée à la capacité minimum d'absorption des reports déficitaires à horizon court terme. Le montant de 800 K€ a été retenu soit un profit d'impôt de 267 K€.

Soit un solde d'impôt consolidé 2006 (profit) 238 K€

Une convention d'intégration fiscale avec MECELEC PLASTIQUES COMPOSITES a été mise en place au 1^{er} janvier 2004.

5.16 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à : 1 187 K€.

5.17 PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

Tous les risques et charges identifiés avant la clôture ou ayant donné lieu à un engagement de dépenses par les organes directoriaux, font l'objet d'une provision.

	Au 31.12.05	Dotations de l'exercice	Utilisations de l'exercice	Provisions devenues sans objet	Au 31.12.06
Provision risques fournisseurs	110				110
Provision pour risque prud'homal		84			84
Provision pour restructuration plan social	317		193		124
	427	84	193		318
Imposition différée de consolidation	0				0
Total	427	84	193		318

La reprise de provision pour restructuration ci-dessus a compensé les charges liées aux effets du plan social au cours de l'exercice (convention CASA intervenue en septembre 2003 et au cours de l'exercice 2004).

5.18 AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Charges restructuration	260	Remboursement charges restructuration	119
Charge de réseau commercial	260	Reprise provision restructuration	193
Charges diverses	24	Contrat distributeur	250
		Reprise s/actualisation créance	10
VNC immobilisations cédées	132	Cession d'immobilisations	287
Amortissements exceptionnels	84		
Total	760	Total	859

Les remboursements charges de restructuration correspondent principalement à des remboursements du Centre National de Services CATS liés aux conventions CASA.

5.19 CHARGES LIEES AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

A ce jour, le conseil a attribué :

Année d'attribution	Année d'exercice de l'option	Nombre d'actions			Montant de l'option
		attribuées	levées	au 31.12.06	
2001	2006	14.500	14 500	0	6.38 €
2003	2008	27.000		27 000	6.27 €
2005	2010	24.000		24 000	6.47 €
2006	2011	9 520		9 520	16.31 €
Total		75 020	14 500	60 520	

L'attribution de ces actions étant subordonnée à la présence dans l'entreprise des bénéficiaires à la date de levée de l'option, la charge correspondant au rabais consenti (prix de revient – prix d'attribution de l'option) a été étalée sur la durée du plan conformément au principe de comptabilisation de la norme IFRS 2.

Par ailleurs, une provision pour cotisations sociales assises sur la fraction du rabais excédant 5% du prix de revient de l'action a été constituée au prorata de la durée du plan. Le montant de cette provision au 31 décembre 2006 est de 16 K€.

Monsieur Bruno ESTIENNE Président bénéficie d'une promesse de cession d'actions de la part de Monsieur Jean-Mary LABROT ainsi que la société en a informé l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2003.

Nombre d'actions concernées : 100.000

Prix de cession : 7.50€

Délai d'option : 30 septembre 2008

5.20 RESULTATS PAR ACTION

	31.12.06	31.12.05
Résultat de base par action en euros	0.99	- 0.97
Résultat dilué par actions en euros	0.96	- 0.92

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la Société.

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet dilutif (actions propres détenues par la Société).

5.21 DIVIDENDE PAR ACTION

Il n'a pas été distribué de dividende au cours des trois derniers exercices.

5.22 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Engagements hors bilan

	Montant hors bilan
Avals et cautions :	
- Cautions au profit d'établissements financiers données par Mecelec :	440
- Emprunts souscrits par des filiales garantis par Mecelec :	88
	528

Engagements de crédit-bail

	Matériel outillage
VALEUR D'ORIGINE	1 252
AMORTISSEMENTS	
Cumul exercices antérieurs	416
Exercice en cours	207
TOTAL	623
VALEUR NETTE	629
REDEVANCES PAYEES	
Cumul exercices antérieurs	263
Exercice en cours	229
TOTAL	492
REDEVANCES A PAYER	
A moins 1 an	244
A plus d'un an et moins de 5 ans	467
TOTAL	711
VALEUR RESIDUELLE	7
Montant pris en charge dans l'exercice	229

5.23 ENGAGEMENTS

Location immobilière

Le groupe bénéficie de baux commerciaux sur les sites de :
France : Fabrègues et Vonges
Espagne : Barcelone, Bilbao et Madrid.
Roumanie : Cluj.

Contrats de location

Les contrats de location financement concernent un logiciel ERP et du matériel industriel. Ils sont traités, conformément aux normes IFRS, comme un actif immobilisé et une dette financière.

Au 31 décembre 2006, le montant de l'actif net s'élevait à : 629 K€

Et la dette financière à : 611 K€

Modalités d'amortissement : durée normale d'utilisation.

5.24 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Par la société	Au profit de :	Nature	Montant K€
Mecelec	Caydetel	Ventes de biens	674
Mecelec	MPC Roumanie	Ventes de biens	100
Mecelec	Mecelec Telecoms IdF	Ventes de services	443
Mecelec Plastiques Composites	Mecelec	Ventes de biens	9 920
Caydetel	Mecelec	Ventes de biens	37
MPC Roumanie	Mecelec	Ventes de biens	278
MPC Roumanie	Mecelec Plastiques Composites	Ventes de biens	23

B. COMPTES SOCIAUX

1. BILAN SOCIAL (en milliers d'Euros)

ACTIF	NET 31/12/2006	NET 31/12/2005	PASSIF	NET 31/12/2006	NET 31/12/2005
Actif Immobilisé	6 506	5 126	Capitaux propres	8 279	6 887
Immobilisations incorporelles	489	710	Capital	3 038	3 038
Immobilisations corporelles	3 600	3 227	Réserve légale	309	309
Immobilisations financières	2 417	1 189	Résultat de l'exercice	1 392	- 997
Titres mis en équivalence			Autres réserves	3 540	4 537
Actif circulant	25 359	23 406	Provisions pour risques et charges	417	427
Stock et en-cours	4 422	3 565	Dettes	23 168	21 218
Clients et comptes rattachés	12 147	12 374			
Autres créances et comptes de régul.	6 541	5 922	Emprunts et dettes financières	11 504	11 054
Valeurs mobilières de placement	714	643	Fournisseurs et comptes rattachés	8 795	7 275
Disponibilités	1 536	902	Autres dettes et comptes de régul.	2 869	2 889
TOTAL DE L'ACTIF	31 865	28 532	TOTAL DU PASSIF	31 865	28 532

2. COMPTE DE RESULTAT SOCIAL (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2006	31/12/2005
Chiffres d'affaires	46 795	42 769
Autres produits d'exploitation	429	616
Achats consommés	- 35 201	- 33 032
Charges de personnel (1)	- 8 737	- 8 757
Autres charges d'exploitation	- 71	- 74
Impôts et taxes	- 938	- 890
Dotations aux amortissements et provisions	- 779	- 1 021
Résultat d'exploitation	1 499	- 388
Charges et produits financiers	- 245	- 128
Résultat courant	1 254	- 517
Charges et produits exceptionnels	135	- 492
Impôts sur les résultats	+ 4	+ 11
Résultat net des entreprises intégrées	1 392	- 997

(1) y compris participation des salariés

3. TABLEAU SOCIAL DES FLUX DE TRESORERIE

	31.12.06		31.12.05	
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>				
Résultat net	1 392		- 997	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Dotations et reprises / amortissements et provisions	1 142		- 785	
- Plus values de cession, nettes d'impôt	- 1 077		- 77	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 457		- 1 859	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 482		- 1 902	
Flux net de trésorerie généré par l'activité		4 939		43
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>				
Investissements	- 3 211		- 2 369	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	1 839		742	
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		- 1 372		- 1 627
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>				
Prélèvements sur les réserves				
Emissions d'emprunts	303		444	
Remboursements d'emprunts dont variation Prov pour risques	- 164		- 808	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		139		- 364
Variation de trésorerie		3 706		- 1 948
Trésorerie d'ouverture	- 6 610		- 4 662	
Trésorerie de clôture	- 2 904		- 6 610	
	3 706		- 1 948	

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES SOCIAUX

	Capital	Réserves et RAN	Résultat	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2003	3 038	4 433	- 1 087	6 384
<u>Affectation du résultat</u>				
- RAN		- 1 087	1 087	
- Prélèvement Taxe sur RPVLT		- 1		- 1
Au 31/12/04 (hors résultat)	3 038	3 345		6 383
Au 31 décembre 2004	3 038	3 345	158	6 541
<u>Affectation du résultat</u>				
- RAN		158	- 158	
- Reclassement immo. Suivant CR 04-06		1 343		1 343
Au 31/12/05 (hors résultat)	3 038	4 846		7 884
Au 31 décembre 2005	3 038	4 846	- 997	6 887
<u>Affectation du résultat</u>				
- RAN		- 997	997	
Au 31/12/06 (hors résultat)	3 038	3 849		6 887
Au 31 décembre 2006	3 038	3 849	1 392	8 279

5. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Au bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006, dont le total est de 31 864 711 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total est de 50 645 840 euros et le résultat de 1 392 483 euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Les notes (ou les tableaux) ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 3 avril 2007 par le Conseil d'Administration et sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire.

1 - FAITS MAJEURS :

Un très bon repositionnement de la société dans le secteur électrique,

Le démarrage d'une nouvelle activité d'opérateur télécommunications suite au gain de la « Délégation de Service Public Courant Porteur en Ligne » organisée par le SIPPAREC, avec la création de la société MECLEC TELECOMS ILE DE France.

Des progrès continuent d'être faits dans le secteur plasturgie.

La seule contre-performance est celle de la filiale espagnole CAYDETEL qui va continuer à nécessiter des mesures de redressement en 2007.

2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales fixées par le plan comptable ont été appliquées.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité des coûts historiques.

Aucune réévaluation des actifs n'a été pratiquée dans le cadre légal ou à titre exceptionnel.

Frais de développement : La société a opté pour la capitalisation des frais de développement qui respectent les critères imposés par le PCG.

2.1 Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche ne sont pas immobilisables.

Les coûts de développement sont immobilisables en immobilisations incorporelles, lorsque les conditions liées à la faisabilité technique, au potentiel commercial, à la capacité à évaluer de façon fiable les frais attribuables et à générer des avantages économiques futurs sont remplies.

Les coûts de développement sont revus annuellement afin de déterminer si les critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle sont remplis.

2.2 Immobilisations corporelles :

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation de l'actif.
- le règlement 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évolution de l'actif.

3 - IMMOBILISATIONS

3.1 Immobilisations Incorporelles

ETAT DES IMMOBILISATIONS	Début d'exercice	Acquisitions apports	Virements poste à poste	Cessions ou mise hors service	Fin d'exercice
Frais de développement	756	383		579	560
Autres postes d'immobilisations incorporelles	842	19		82	779
immobilisations incorporelles en cours		59			59

ETAT DES AMORTISSEMENTS	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais de développement	97	85		182
Autres postes d'immobilisations incorporelles	792	20	82	730

Les frais de recherche sont traités en charges de l'exercice.

Les frais de développement activés représentent 383 K€.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais financiers) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels 3 ans.

Frais de développement sur la durée des marchés attachés.

3.2 Immobilisations corporelles

	Début d'exercice	Acquisitions apports	Virements poste à poste	Cessions ou mise hors service	Fin d'exercice
Terrains	250			43	207
Constructions sur sol propre	2 642			324	2 318
Constructions installations générales, agencements, aménagements	3 006	29		98	2 937
Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 404	857		183	24 078
Installations générales, agencements, aménagements	10	1			11
Matériel de transport	101	45		7	139
Matériel de bureau, informatique, mobilier	597	40		3	634
Immobilisations corporelles en cours	172	164			336
Avances et acomptes	31	14	- 31		14
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 213	1 150	- 31	658	30 674

AMORTISSEMENTS	Début d'exercice	Augmentations	Diminution	Fin d'exercice
Terrains	102	2	43	61
Constructions sur sol propre	1 548	68	114	1 502
Constructions installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 559	86	176	2 469
Installations techniques, matériel et outillage	22 116	429	183	22 362
Installations générales, agencements	4	1		5
Matériel de transport	97	2	7	92
Matériel de bureau, informatique, mobilier	561	25	2	583
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 987	613	525	27 074

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de la production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont généralement calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions « en dur ».....	40 ans
Toitures.....	25 ans
Constructions légères.....	30 ans
Agencements et aménagements des constructions.....	10 ans
Installations et aménagements industriels et de stockage.....	8 ans
Autres installations générales.....	5 ans
Moules suivant durée de vie du produit.....	1 à 3 ans
Machines, matériels.....	5 ans
Cabines, chaînes de peinture.....	6 ans 2/3
Centrales hydrauliques, ponts roulants.....	8 ans
Presses Injection.....	10 ans
Presse à Compression < 1000 T.....	15 ans
Presses > 1 000 T.....	25 ans
Matériel de bureau et informatique.....	5 ans
Mobilier de bureau.....	8 ans
Matériel de transport.....	5 ans

3.3 Immobilisations financières

ETAT DES IMMOBILISATIONS	Début d'exercice	Augmentations	diminutions	Fin d'exercice
Autres participations	1 157	1 550		2 707
Créances rattachées	680	36	62	654
Autres titres immobilisés	2	6		8
Prêts et autres immobilisations financières	52	73	25	100
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 891	1 665	87	3 469

DEPRECIATION	Début d'exercice	Augmentations	diminutions	Fin d'exercice
Dépréciation sur titres de participation	702			702

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 ans au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	654	62	592
Prêts	7	7	
Autres immobilisations financières	100	7	93
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			

DEPRECIATION	Début d'exercice	Augmentations	diminutions	Fin d'exercice
Dépréciation sur créances rattachées à des participations (Caydetel)		350		350

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires ou la valeur d'apport. Lorsque la valeur à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur de clôture est déterminée en fonction de la quote-part de situation nette.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital capitaux propres	Quote-part Dividendes	Val.Brute Titres Val.Nettes Titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
MECELEC PLASTIQUES COMPOSITES 21270 VONGES	40 201	100.00 %	40 40	118 40	9 932 52
CAYDETEL 08191 RUBI (ESPAGNE)	564 407	100.00 %	1 106 404	500 48	3 401 6
MECELEC TELECOMS ILE-DE-FRANCE 07300 MAUVES	1 550 1 525	100.00 %	1 550 1 550	35	52 - 25

4 - STOCKS

DEPRECIATION	Début d'exercice	Augmentations	diminutions	Fin d'exercice
Stocks	108	136	108	136

Au 31.12.06 les stocks sont composés de matières premières : 1 857, encours : 1 011 et produits finis : 1 690 K€.

Les stocks sont évalués suivant la méthode « prix moyen pondéré ».

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achats. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks ainsi que les intérêts.

Les rotations lentes, déterminées par un outil statistique, donnent lieu à des provisions calculées en fonction de la durée d'écoulement prévisible et variant de 50 à 100% ainsi que le risque de mévente ou d'obsolescence.

5 - CREANCES

CREANCES	Montant brut	1 an au plus	A plus d'un an
Clients douteux ou litigieux	332		332
Autres créances clients	12 116	12 116	

ELEMENTS CONCERNANT	Entreprises liées	Participations	Effets de commerce
Créances clients et comptes rattachés	582		1 263

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en cas de risque de non recouvrement . Une dépréciation pour créances douteuses a été constituée pour un montant de 61 K€.

6 - AUTRES CREANCES

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs débiteurs	126	126	
Personnel et comptes rattachés	5	5	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17	17	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	185	185	
Etat, autres collectivités : créances diverses	33	33	
Groupe et associés	31	31	
Débiteurs divers	6 069	5 297	772
Créance sur cession d'actif : 285			
Retenue garantie Factor : 772			
Disponible Factor : 4 981			

7 - DISPONIBILITES

7.1 Achat par la Société de ses propres actions (article 217-2 de la loi sur les Sociétés Commerciales) :

Il est précisé qu'en application des dispositions de l'article 217-2 de la loi sur les sociétés commerciales, la société a procédé en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 décembre 1999, au rachat de ses propres actions en vue de l'attribution d'options d'achat aux salariés, dans les conditions suivantes :

	Au 31.12.05	Acquisitions 06	Cessions 06	Au 31.12.06
Actions détenues	44 617	0	14 500	30 117
Valeur	361	0	117	244

7.2 Stock options

Les Assemblées Générales Extraordinaires du 2 décembre 1999 et du 14 juin 2005 ont autorisé le Conseil d'Administration à attribuer, au bénéfice de certains salariés du groupe, des options ouvrant droit à l'achat d'actions. A ce jour, le conseil a attribué :

Année d'attribution	Année d'exercice de l'option	Nombre d'actions	Montant de l'option
2003	2008	27 000	6.27 €
2005	2010	24 000	6.47 €
2006	2011	9 520	16.31 €
Total		60 520	

L'attribution de ces actions est subordonnée à la présence dans l'entreprise des bénéficiaires à la date de levée de l'option.

Les 30 117 actions détenues au 31 décembre 2006 sont valorisées au prix d'acquisition.

Dépréciation	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Des actions propres	5		5	0

Compte tenu de l'évolution des cours sur l'exercice 2006, une provision pour perte de 90 K€ a été constituée pour couvrir la différence entre le prix de revient des actions propres acquises ou à acquérir dans le cadre des plans de stock options et le prix fixé pour la levée de ces options. Pour les actions restant à acquérir le coût d'acquisition prévisionnel retenu est la moyenne des cours du premier trimestre 2007.

Monsieur Bruno ESTIENNE Président bénéficie d'une promesse de cession d'actions de la part de Monsieur Jean-Mary LABROT ainsi que la société en a informé l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2003.

Nombre d'actions concernées 100 000

Prix de cession..... 7.50 €

Délai d'option30 septembre 2008

8 - CAPITAUX PROPRES

8.1 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégorie de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 012 700			3 €

9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques	Au 31.12.05	Dotations de l'exercice	Utilisations de l'exercice	Provisions devenues sans objet	Au 31.12.06
Provision risques fournisseurs	110				110
Provision pour risque prud'homal		84			84
Provision pour restructuration plan social	317		193		124
Provision pour stock options	0	99			99
	427	183	193		417

La provision pour restructuration industrielle enregistre les conséquences du plan social quant au coût des licenciements et mesures d'accompagnement.

Des conventions CASA et préretraite ont été signées par l'Administration. Dans l'hypothèse de mise en oeuvre intégrale pour l'ensemble des personnes susceptibles d'y adhérer les coûts à prévoir pour chacun des exercices sont les suivants :

2007	2008	2009	TOTAL
92	32		124

10 - FINANCEMENT

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Avances Factor sur facturation clients	10 903	10 903		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	598	166	432	
Emprunts et dettes financières divers	3	3		
Emprunts souscrits au cours d'exercice	300			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	109			

Dettes garanties par des suretés réelles	Montant garanti
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	440
Garanties données par Mecelec aux établissements financiers	440

11 - AUTRES DETTES

L'intégralité des postes dettes fournisseurs et dettes sociales est à échéance à moins d'un an.

Eléments concernant les entreprises liées	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachées	1 503

NOTE SUR LE COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

12 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Rubriques	Chiffre d'affaires FRANCE	Chiffre d'affaires EXPORT	Total 31/12/2006	Total 31/12/2005	% 06/05
Réseaux	31 093	2 387	33 480	30 905	8.33
Plasturgie	13 315		13 315	11 864	12.23
TOTAL	44 408	2 387	46 795	42 769	9.41

13 - PROVISIONS

Rubriques	Dotation	Reprises
Dotations et reprises d'exploitation	197	109
Dotations et reprises financières	0	5
Dotations et reprises exceptionnelles	533	193

14 - RESULTAT FINANCIER

Il intègre les charges de financement courant principalement sous forme d'avances factor.

15 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Charges restructuration	260	Remboursement charges restructuration	117
Charge de réseau commercial	260	Reprise provision restructuration	193
Abandon créance filiale Espagne	410	Contrat distributeur	250
Charges diverses	15		
VNC immobilisations cédées	157	Cession d'immobilisations	278
VNC sur apport Mecerlec Télécoms IDF	579	Apport à Mecerlec Télécoms IDF	1 500
Dotations exceptionnelles	533		
- prov. stock options 99			
- prov. créance filiale espagnole 350			
- prov. risque prud'homal 84			
Total	2 214	Total	2 348

Les remboursements charges de restructuration correspondent aux paiements du Centre National de Services CATS liés aux conventions CASA.

16 - INCIDENCES DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

NEANT

17 - REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Répartition	Résultat avant impôt	Base imposable	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 253	1 375		1 253
Résultat exceptionnel	135	545		135
Boni d'intégration fiscale	4			4
Résultat comptable	1 392	1 920		1 392

La société a imputé la base imposable sur des reports déficitaires.

Mentions relatives à l'intégration fiscale (suivant recommandation du Conseil National de la Comptabilité)

Une convention d'intégration fiscale avec MECELEC PLASTIQUES COMPOSITES est mise en place au 1^{er} janvier 2004. La société mère MECELEC a constaté au cours de l'exercice un profit d'impôt de 4 K€ correspondant à l'imputation des résultats bénéficiaires de la filiale sur les déficits de la Mère.

A la clôture 2006, MECELEC conserve pour imputer sur ses futurs résultats un montant de 1 085 K€ provenant du déficit d'ensemble, ainsi qu'un solde de déficit fiscal afférent à l'exercice 2003 de 4 129 K€. Après imputations des résultats fiscaux 2006, le déficit d'ensemble est : 5 214 K€.

18 - SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	NEANT
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	482
Autres dépréciations	75
Organic	74
TOTAL ALLEGEMENTS	631
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	- 631

19 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Montant hors bilan
Avais et cautions . cautions au profit d'établissements financiers d'une filiale : 88	88

20 - ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

	Matériel outillage
VALEUR D'ORIGINE	1 252
AMORTISSEMENTS	
Cumul exercices antérieurs	416
Exercice en cours	207
TOTAL	623
VALEUR NETTE	629
REDEVANCES PAYEES	
Cumul exercices antérieurs	263
Exercice en cours	229
TOTAL	492
REDEVANCES A PAYER	
A moins 1 an	244
A plus d'un an et moins de 5 ans	467
TOTAL	711
VALEUR RESIDUELLE	7
Montant pris en charge dans l'exercice	229

21 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers		270		
Rémunérations allouées	609	69		

22 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Il n'a été signé aucun accord particulier dérogeant à la Convention Collective de la Métallurgie.

Les engagements donnent lieu à une gestion interne.

La charge annuelle pour l'exercice 2006 (paiement dans l'exercice) est de : 26 K€

1) Les indemnités de fin de carrière ont été calculées suivant une évaluation individuelle sur les effectifs au 31 décembre 2006, pour un montant de 1 167 K€.

Personnel concerné..... ensemble des salariés
Age de départ à la retraite 60 à 63 ans suivant catégories
Taux moyen de capitalisation 4.50 %
Taux de progression des salaires..... 2.00 %

2) Engagements contractés au profit des seuls dirigeants évalué à 270 K€.

23 - EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	29	
Techniciens	26	
Employés	4	
Ouvriers	160	30
TOTAL	219	30

24 - RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

L'appréciation des risques environnementaux n'a pas amené l'entreprise à constituer de provision pour passifs latents environnementaux. Les coûts de traitement des déchets 2006 ont été de 49 K€.